

## **Introduction**

**Par Romain Pudal**

Bonjour, je me présente, je m'appelle Romain Pudal, je suis sociologue et élu au CA de l'ASES. Tout d'abord je tiens à remercier très chaleureusement l'UD CGT Paris et la Fondation Copernic, pour nous avoir permis de nous réunir dans cette magnifique salle !

Cette Journée fait suite, prolonge et veut amplifier les mobilisations qui se font jour contre le Plan Etudiants : sous la forme de la pétition lancée par l'ASES « La sélection n'est pas la solution ! + de 4300 signataires tout de même...mais aussi de très nombreuses motions, des AG, des collectifs, des coordinations et notamment d'une intersyndicale/ interfédérale..

Pourquoi cette journée ? Avant toute chose, parce qu'il faut en finir avec l'idée que la réforme dite d'orientation des étudiants ou Plan Etudiants et son instrument de torture Parcoursup serait une réforme technique (après l'affreux APB et le tirage au sort encore plus abominable). Or, ce n'est pas le cas : c'est une réforme idéologique et je vais dire pourquoi : les deux principes en sont les suivants « il faut en finir avec le mythe de l'université pour tous » - c'est ce que souhaite le Président de la république et « il faut instaurer la sélection sans faire de vagues » - c'est extrait du bréviaire des inepties et lieux communs de son petit maître à penser, Monsieur Gary Bobo... Je dis « Petit maître à penser » car l'argumentaire qu'on nous sert depuis plusieurs semaines, permettez-moi de vous le dire, est vraiment bas de plafond : on nous avait pourtant promis un Président intellectuel, un « président philosophe », n'ayons pas peur des mots et nous voilà en face d'un assortiment de sottises qui n'honorent pas ceux qui les profèrent.

Premier argument, celui de l'alternative, mais l'alternative bête et méchante : si vous n'êtes pas pour cette réforme, vous êtes pour le tirage au sort. Et bien non, on n'a pas nécessairement à choisir entre la Peste et le choléra...et bien des propositions faites par l'ASES et nombre d'autres organisations le prouvent.

Second argument : il n'y a plus de places (notamment dans les fameuses filières en tension) donc est-ce qu'on rajoute des places pour permettre aux jeunes de choisir leurs études ? Non évidemment ce serait trop simple, on baisse le budget de l'ESR et on enlève des étudiants ! Il fallait y penser : C'est tellement plus simple et plus calme une fac sans étudiants !

Troisième argument : pour faire des études il faut des prérequis ou des « attendus » ... ah là ça devient intéressant car quand on parle de prérequis ou d'attendus, il y a en réalité de deux genres d'attendus. Le genre flou : curiosité, goût pour la démarche scientifique, intérêt sociétal, capacité d'abstraction, autonomie... mais le problème c'est qu'on ne voit pas très bien comment évaluer cela ? A quoi cela revient-il ? Aucune idée ! Mais « heureusement » il y a deuxième effet kisscool et là ce sont les attendus locaux, les déclinaisons locales et là ça devient nettement plus clair : notes de bac (et filière), de terminale, de première, de Brevet et pondération ! Où s'arrêtera-t-on ?! Modules par-ci, maîtrise des langues étrangères par-là, maîtrise des statistiques, avoir un Bafa, avoir fait des stages, être pompier volontaire... mais aussi pourquoi pas « ne pas avoir eu des problèmes de disciplines » ?! Attention l'imagination des profs et des directions d'universités est sans bornes ! C'est une véritable boîte de pandore qui

s'est ouverte en quelques semaines après le lancement – illégal il faut le rappeler – de cette réforme ! Et puis si, après avoir formulé des dizaines de vœux, le lycéen ne trouve pas « sa voie », et bien une commission rectorale se réunira et elle affectera *in fine* ! Ce qui revient à dire : « si vous ne prenez pas ce qu'on vous donne même si ça n'a rien à voir avec vos choix, c'est que vous ne voulez pas faire d'études... » On ne voit pas très bien en quoi il s'agit de « remettre de l'humain » dans tout cela comme le prétend Madame la Ministre !

Grâce au Président de la CPU (qui se demande encore si hiérarchiser les élèves en fonction d'un établissement d'origine c'est discriminatoire... ouh ça fait froid dans le dos ! en tout cas rassurons-le ou inquiétons-le : si ce critère était appliqué, oui ce serait bien discriminatoire !) grâce à lui donc on sait que les critères les vrais ne seront pas forcément rendus publics : c'est seulement si vous faites un recours contre l'université (démarche aussi aisée que probable) qu'on vous dira pourquoi on vous a jeté ! Oui parce que tout est là finalement, la grande question est : Comment faire pour se débarrasser des étudiants qu'on ne veut pas ?!

Cette réforme montre donc petit à petit son vrai visage : celui d'une sélection scolaire enracinée dans une sélection sociale qui sera bientôt aussi (quand ce n'est pas déjà le cas) économique ! Bref, comme le disent élégamment des responsables de formation : « maintenons des filières poubelles pour le tout-venant et des sélectives pour les autres », les bien notés, les bien nés, les fortunés...d'ailleurs le lancement de la réforme s'est fait au lycée Buffon dans le très chic 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris ! Tout un symbole ! Si l'on regarde très rapidement quelques propriétés sociales des promoteurs de la réforme, on n'est plus étonné du tout : un exemple Monsieur Attal, son rapporteur, Ecole Alsacienne Paris 6<sup>e</sup> (établissement privé), Sc Po Paris : que du très cher, du sélectif de même pour plusieurs membres de la CPU issus de grandes Ecoles, de lycées d'élites (Ponts et Chaussées, Saint Louis etc etc) et qui ont beaucoup d'idées pour empêcher les autres de faire les études de leurs choix !...Allons nous laisser ces biens-nés, qui ont eu la chance de naître au « bon endroit » dicter à toutes et tous leur avenir ? Ils n'ont rien connu des universités publiques, leurs rejets n'iront pas non plus ! Mais qu'à cela ne tienne il faudrait en plus que les autres aillent le plus vite possible au boulot, moins diplômés, moins bien payés, moins protégés... C'est bien un choix idéologique qu'ils font : (re) mettre tout le monde à sa place, bien rangé, les dominants tranquilles, et ne plus risquer surtout que les autres puissent connaître une mobilité sociale ascendante grâce aux études ; c'est donc bien face à un choix de société que nous sommes.

Voilà pourquoi nous ne voulons pas de cette réforme : la démocratisation scolaire n'est pas un gros mot, il y faut « simplement » une volonté politique et donc des moyens. On nous rétorque : vous êtes pour le statu quo : non ! Nous ne cessons de faire des propositions, elles sont précises et concrètes (sur les 6 milliards du CIR par exemple etc) ; qu'elles ne soient pas appliquées dépend d'une volonté politique pas d'un déficit intellectuel ... quand on voit le niveau moyen d'un député LRM ou d'un membre du gouvernement, on peut être rassuré sur ce point, ce n'est pas intellectuellement qu'ils sont à craindre !

Nous n'avons jamais prétendu que tout le monde devait obligatoirement aller à l'université ou passer un doctorat – autre fadaise qui n'est pas de notre fait – mais que celles et ceux qui le souhaitent puissent le faire car l'enseignement public de qualité c'est le seul moyen, disait Durkheim de « former une raison complète ». Choisir ses études c'est choisir sa vie, ce choix nous ne pouvons pas nous en laisser déposséder !